

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

RETROUVER UNE MARGE D'ACTION La mobilisation des ressources intérieures et l'Etat développementiste



NATIONS UNIES

EMBARGO
Le présent document ne doit pas être
cité ou résumé par la presse, la radio,
la télévision ou des médias
électroniques avant le **26 septembre**
2007, 17 heures TU.



Notes

- 1 La série de réunions qui avait débuté avec la Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Monterrey (Mexique) en 2002 a culminé avec la réunion des chefs d'État du Groupe des huit (G-8) à Gleneagles en Écosse (Royaume-Uni) en 2005, qui a proposé de doubler l'aide à l'Afrique par rapport à son niveau de 2004 en le portant à 48 milliards de dollars par an en 2010. Cette proposition a été entérinée ultérieurement, en même temps que celle qui prévoyait l'annulation de toute la dette multilatérale des pays pauvres très endettés, lors du Sommet mondial tenu à New York en 2005 sous l'égide de l'ONU (voir CNUCED, 2006a).
- 2 En Afrique du Sud, une société de banque par téléphone mobile, WIZZIT, créée en mars 2005 pour fournir des services aux personnes ayant des difficultés à accéder aux services financiers du secteur formel, compte déjà plus de 50 000 clients (Ivatury et Pickens, 2006).
- 3 Au Kenya, par exemple, le coût du financement était qualifié de problème «important» ou «grave» par 80 % des petites entreprises. L'accès au financement était également problématique selon 56 % des petites entreprises (Blattman *et al.*, 2004). Au Mozambique, les problèmes de crédit étaient considérés comme la plus importante difficulté pour les entreprises: 75 % des entreprises qualifiaient l'accès au crédit, et 84 % le coût du crédit, de problème important ou grave (Nasir *et al.*, 2003).
- 4 Au Kenya, par exemple, en 1993 le taux d'intérêt des obligations d'État atteignait 50 % (Nkurunziza, 2004).
- 5 Pour limiter les risques, les banques sont tenues de respecter les ratios de solvabilité fixés par la Banque centrale. Une banque a un excès de liquidités quand, sur une période relativement longue, elle détient un volume de liquidités nettement supérieur au montant qu'exige cette réglementation prudentielle.
- 6 Il existe des preuves que l'investissement public peut drainer l'investissement privé. Dans une étude des déterminants de l'investissement privé dans 41 pays en développement couvrant la période 1980–1999, Levine (2005) a constaté qu'à 1 % du PIB dépensé par les pouvoirs publics en biens d'équipement correspond une augmentation de 0,18 % de l'investissement fixe privé l'année suivante. Bien que ce rapport soit positif, l'effet semble modeste, surtout si l'on considère l'ampleur des besoins d'investissement privé.
- 7 Le fait, par exemple, qu'entre 1992 et 2004, 62 % de l'aide apportée aux pays en développement au titre de la coopération technique sont allés aux secteurs sociaux, alors que 7 % seulement était alloué à l'infrastructure, donne une idée des priorités de la communauté des donateurs (voir CNUCED, 2006).
- 8 Entre 2000 et 2005, le taux de fécondité a été pratiquement deux fois plus élevé en Afrique que dans les autres régions en développement. Le nombre d'enfants par femme a été de 2,5 en Amérique latine et Caraïbes, et en Asie, contre 5 en Afrique (CEA, 2005c).
- 9 Ces chiffres cachent une réalité complexe, car cette observation fait abstraction du taux d'espérance de vie plus faible enregistré dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne en raison de la forte incidence des décès dus au sida. C'est ainsi que l'espérance de vie a très fortement baissé, en particulier en Afrique australe (voir Johnson *et al.*, 2007: 33 et 34).

- 10 Pour les caractéristiques et les opérations des diverses catégories d'organismes de microcrédit, voir Steel et al. (1997). Pour d'autres modèles de microfinance, voir aussi <http://www.microfinancegateway.org/>.
- 11 L'effet multiplicateur est le processus par lequel l'investissement augmente le revenu des agents économiques comme les salariés et les entrepreneurs qui participent au processus de production. Dans la mesure où les revenus additionnels ne sont pas entièrement utilisés, il se produit une augmentation de l'épargne, qui est ensuite réinvestie, ce qui crée un cercle vertueux dans lequel une hausse de l'investissement entraîne une hausse des revenus, qui entraîne à son tour une hausse de l'épargne. L'effet d'accélérateur est l'effet positif de la croissance économique sur l'investissement fixe privé. Une économie en expansion stimule la demande globale, ce qui requiert une augmentation de la production nationale. Si la capacité de production totale de l'économie ne peut pas satisfaire cette demande, de nouveaux investissements sont nécessaires, ce qui incite les agents économiques à épargner afin de tirer parti de ces possibilités. Il s'ensuit que la croissance économique se poursuit en vertu de l'effet multiplicateur.
- 12 L'expression «péché originel» a été utilisée pour la première fois par Eichengreen et Hausman (1999), pour désigner la fragilité financière des pays en développement qui ne peuvent pas emprunter à l'étranger dans leur monnaie nationale, inconvertible, ni lancer des emprunts sur leur territoire en l'absence d'instruments de crédit à long terme sur le marché intérieur. Il en résulte une disparité au niveau de la monnaie et au niveau des échéances, qui tient à ce que le retour sur les investissements financés en devises et libellés en monnaie nationale ne peut pas servir à rembourser la dette. Les disparités au niveau de l'échéance tiennent au fait que la plupart des banques détiennent des dépôts à court terme qui ne peuvent pas servir à financer des investissements à long terme en l'absence de marchés obligataires développés.
- 13 L'émission inconsidérée d'obligations peut aggraver la position débitrice d'un pays. De plus, l'émission d'obligations risque de supplanter l'investissement privé si les banques préfèrent investir dans des obligations plutôt que dans des secteurs productifs de l'économie, comme on l'a vu dans un certain nombre de pays.
- 14 Le coefficient de Gini est la mesure de l'inégalité des revenus la plus courante. Elle va de zéro à 100. Plus les valeurs sont élevées, plus l'inégalité est grande. Les cinq pays d'Afrique dans lesquels l'inégalité est la plus forte sont la Namibie, avec un coefficient de Gini de 74, le Gabon (64), l'Afrique du Sud (62), la République centrafricaine (61) et le Lesotho (58) (voir Bigsten et Shimeles, 2003).
- 15 Ce problème de communication est cependant moins aigu depuis peu grâce à la téléphonie mobile.
- 16 Cette liste contient surtout des pays d'Afrique australe et des pays africains francophones. Il est fort vraisemblable que les banques sud-africaines prédominent dans le premier groupe, et les banques françaises dans le second.
- 17 Les frais d'imposition et les coûts liés à la réglementation ne sont pas compris car ils ne concernent que les établissements de crédit du secteur formel.
- 18 La loi sur l'usure, promulguée en 1968, définissait les conditions des opérations de crédit en vue de lutter contre l'usure. Elle prévoyait notamment des taux d'intérêt maximum de 25 % pour les prêts inférieurs à 6 000 rands et de 22 % pour des montants supérieurs. Ces plafonds ont été modifiés dans le texte relatif aux exemptions de la loi sur l'usure. Le seuil du prêt a été porté de 6 000 à 10 000 rands, et la durée du

prêt ne doit pas dépasser trente-six mois. Pour plus de détails, voir <http://www.acts.co.za/usury/index.htm>.

- 19 Les décisions relatives à l'octroi d'un prêt doivent pouvoir être fondées sur des renseignements exacts concernant l'emprunteur. Ces renseignements recouvrent les antécédents de l'emprunteur, comme le montant des prêts consentis préalablement et le profil en matière de remboursement – retards de paiement, non-remboursement, par exemple faillite. Ces renseignements, qui sont parfois synthétisés sous la forme d'un «indice de solvabilité» sont recueillis auprès de plusieurs sources, parmi lesquelles les registres publics et des organismes privés. Quand, sur la base de ces renseignements, les banques considèrent que le requérant est solvable, elles peuvent décider de consentir un prêt. Quand, en revanche, ces renseignements n'existent pas ou que le prêteur n'y a pas accès, le prêt n'est pas accordé.
- 20 Ces obstacles ne sont pas particuliers à l'Afrique, mais ils y sont plus importants qu'ailleurs.
- 21 Les frais de création d'entreprise représentent les frais afférents à l'obtention de l'autorisation d'exploiter une entreprise, c'est-à-dire le coût des formalités et des formulaires à produire, des photocopies, des timbres fiscaux, de l'inscription au greffe, des actes notariés, etc. (Djankov *et al.*, 2002).
- 22 Sauf indication contraire, les données présentées dans cette section sont tirées du rapport de la Banque mondiale (2007a). Pour la méthodologie et les hypothèses sur lesquelles sont fondées les données, voir <http://www.doingbusiness.org/MethodologySurveys>. Ces données sont à utiliser avec circonspection, premièrement parce qu'elles font généralement apparaître de grandes différences entre l'Afrique et le reste du monde en développement, sans que l'on puisse dire pourquoi; deuxièmement parce qu'il s'agit de données récentes, qui ne permettent pas de se faire une idée de l'évolution de l'Afrique au fil du temps. Comme on l'a déjà dit, il est incontestable que les structures économiques se sont améliorées en Afrique au cours des dernières années. Pour toutes ces raisons, ces données doivent être considérées comme représentant des tendances (voir Johnson *et al.*, 2007).
- 23 Il semble que certaines des procédures ne soient pas nécessaires, par exemple l'autorisation de jouer de la musique en public, indépendamment du secteur d'activité, la réalisation d'un audit au moment du démarrage de l'entreprise, l'obtention d'un acte d'état civil, etc. On trouvera la liste de ces formalités dans Djankov *et al.* (2002).
- 24 Ces chiffres concernent les frais officiels, les prescriptions en matière de formalités et le temps d'attente. Il n'est pas tenu compte de la lenteur de la bureaucratie ni de la corruption, qui alourdiraient considérablement les frais de création d'entreprise.
- 25 L'indice de rigidité de l'emploi est un indice composite, qui tente de mesurer la rigidité qui résulte des réglementations relatives à l'embauche, à l'horaire de travail et au licenciement des travailleurs, qui sont des sous-indices composites fondés sur plusieurs éléments. L'indice de rigidité de l'emploi et ses trois éléments sont affectés d'une valeur entre 0 et 100. Plus la valeur est élevée, plus la réglementation est rigide. L'indice de rigidité de l'emploi est la moyenne simple de ces trois sous-indices (pour la méthodologie détaillée, voir Banque mondiale, 2007c).
- 26 Les pays suivants atteignent un taux de 20 % du salaire, ou plus: Algérie, Burkina Faso, Égypte, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Mali, Sénégal, Seychelles, Soudan, Tchad, Togo et Tunisie. Les trois quarts d'entre eux sont d'anciennes colonies

françaises, ce qui laisse penser qu'ils ont sans doute hérité la réglementation de l'emploi favorable aux travailleurs qui est celle de la France.

- 27 Ces aspects de la protection des investisseurs ne concernent guère les investisseurs africains, les entreprises étant souvent de petites entreprises gérées par leurs propriétaires. Ils sont extrêmement importants en revanche pour les investisseurs étrangers, parmi lesquels les sociétés transnationales.
- 28 Cette pratique a peut-être cours dans les pays en développement, mais elle n'est pas l'apanage de ces pays. L'étude de Warner (1977) concernant les cas de faillite de compagnies ferroviaires entre 1933 et 1955 aux États-Unis, a montré que l'affaire était plus complexe, plus longue et plus coûteuse quand les parties recouraient au système juridique formel que quand les créanciers négociaient directement avec les débiteurs.
- 29 À noter que les impôts dont il est question ici ne se réduisent pas à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les bénéfices. Ils comprennent les cotisations de sécurité sociale et autres cotisations sociales payées par l'employeur, l'impôt foncier, l'impôt sur le chiffre d'affaires et d'autres petits impôts, comme les impôts locaux et les impôts sur les véhicules et les carburants (voir Banque mondiale, 2007c).
- 30 Pour une analyse détaillée de la question, voir CNUCED (2005).
- 31 On disposait de données concernant ces deux variables pour 39 pays d'Afrique, mais comme trois pays atypiques, le Lesotho, la Mauritanie et Sao Tomé-et-Principe, ont enregistré des taux extrêmement élevés de formation brute de capital fixe pendant la période considérée, 36 pays seulement sont pris en compte dans la figure 5.
- 32 Les NPI du premier rang sont Hong Kong (Chine), la Province chinoise de Taiwan, la République de Corée et Singapour; ceux du deuxième rang sont la Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie.
- 33 Voir CNUCED, 1996a, 1997, et le numéro spécial de *The Journal of Development Studies*, vol. 34, no 6, août 1998.
- 34 Sauf indication contraire, ces éléments sont tirés de Sindzingre (2004).
- 35 Voir la même source pour les éléments spécifiques des réformes.
- 36 Il convient de noter que, conformément à ce qui est dit dans le paragraphe suivant, la déconfiture des banques de développement n'est pas due exclusivement à l'adoption de nouvelles législations bancaires.
- 37 Ce problème de la conversion de l'épargne en investissements se pose aussi dans les cinq pays (Algérie, Botswana, Gabon, Nigéria et République du Congo) qui sont parvenus à des niveaux d'épargne élevés (plus de 30 % du PIB) ces dernières années (CEA, 2007: 6–7). Il se peut toutefois que l'excès de liquidités dans le système bancaire soit essentiellement dû à la politique monétaire des banques centrales plutôt qu'à l'incapacité des banques de convertir les dépôts en prêts. La solution du problème passerait, dès lors, par une réduction des déficits budgétaires, qui permettrait aux banques centrales de réduire leurs interventions sur les marchés de titres.
- 38 Il convient néanmoins de rappeler que certains ont critiqué le NEPAD à cause de son pouvoir d'intervention insuffisant et de ses responsabilités mal définies et parce qu'il lui manquait un programme précis pour transcrire ses vastes ambitions en objectifs bien spécifiés et identifiables (Funke et Nsouli, 2003). Le NEPAD a aussi été qualifié d'«échec» par l'un de ses pères fondateurs, le Président du Sénégal, Abdoulaye Wade (voir CNUCED, 2006a).

- 39 À ce jour, 26 pays africains ont souscrit au processus du Mécanisme d'évaluation par les pairs. Trois pays ont achevé le processus, et des évaluations ont été entreprises dans 13 autres.
- 40 Il y a en effet un fort risque de non-remboursement dû à l'absence de garantie, mais surtout et le plus souvent on connaît mal les antécédents en matière d'emprunt de la plupart des entreprises locales. En outre, les défaillances du système juridique et réglementaire rendent difficile et longue la procédure de saisie des actifs, et la plupart des banques sont donc réticentes à s'engager dans une telle procédure (CNUCED, 1996b; Brownbridge et Gayi, 1999).
- 41 Quatorze pays d'Afrique subsaharienne, par exemple, ont des marges d'intérêt supérieures à 10 points de pourcentage, et qui atteignent 19 à 20 points de pourcentage en Zambie et au Malawi (voir McKinley, 2005: 24). Les marges d'intérêt élevées dépendent aussi des frais d'exploitation et des coûts de transaction.
- 42 Les causes des dysfonctionnements des marchés du crédit rural sont notamment la pénurie de garanties réalisables, l'absence de structures auxiliaires (par exemple, des marchés de l'assurance), le risque covariant élevé entre les emprunteurs et les grandes difficultés à faire exécuter les contrats de prêt (Besley, 1994).
- 43 Voir, par exemple, Stulz (1999) et Mishkin (2001). Curieusement, toutefois, ce dernier a présenté l'application de mesures de contrôle prudentiel («restreignant le rythme de croissance des emprunts des banques, [ce qui] pourrait avoir pour effet de limiter substantiellement les apports de capitaux») comme une «forme de mesures de contrôle des capitaux» (Mishkin, 2001: 27)).
- 44 Voir Gemech et Struthers, 2003: 9, où les arguments contre la libéralisation financière sont résumés.
- 45 Par exemple, des éléments majeurs des réformes ont été mis en œuvre avant que la stabilité macroéconomique ne soit assurée, et l'accès au secteur financier a été libéralisé avant la promulgation d'une nouvelle législation bancaire relevant les exigences minimales en matière de fonds propres (voir Brownbridge et Gayi, 1999).
- 46 Bates (1981) est un des premiers tenants de cette thèse. Par la suite, elle a été défendue par exemple par Frimpong-Ansah (1992), pour qui l'État africain est tout simplement un «vampire»; par Chazan (1988) et Rothschild (1994), qui ont propagé une vision extrémiste de l'État africain, qui souffrirait d'un mal congénital et incurable; et Chabal et Daloz (1999), qui affirment de façon provocatrice que les élites politiques africaines prospèrent dans le désordre.
- 47 La montée du néolibéralisme est expliquée par divers facteurs, dont la mise en place de gouvernements conservateurs aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Allemagne (à l'époque la République fédérale d'Allemagne), ainsi que par l'implosion de l'État providence, la stagflation du keynésianisme et le démantèlement de la planification centrale en Europe orientale. Sur le plan structurel, les Gouvernements ont été contraints de repenser la relation État-marché, et de la restructurer dans le sens du «marché» dans le cadre de la mondialisation. Sur le plan interne, on a taxé l'intervention de l'État d'autoritarisme, jetant ainsi le discrédit sur l'implication de l'État dans l'économie (Mkandawire, 2001: 294).
- 48 Cette controverse opposait les critiques néolibéraux de l'État «interventionniste» (sous l'impulsion d'Anne Kruger) et les structuralistes (Chenery et son équipe) qui ont marqué de leur empreinte l'époque McNamara (voir Mkandawire, 2001: 303).

- 49 La seule exception est le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socioéconomique, proposé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). À l'époque, cette proposition n'a pas été prise au sérieux par les intellectuels et les spécialistes du développement, mais avec le recul elle s'est révélée être un diagnostic plus exact du problème africain (voir CEA, 1989).
- 50 On trouvera dans Mkandawire (2001) une analyse de cette thèse de l'«impossibilité».
- 51 Même les nouveaux dirigeants politiques africains ont mis l'accent sur les aspects économiques de l'édification de la nation, en adoptant la privatisation et en cherchant à attirer l'IED, malgré leur objection initiale aux PAS (voir Mkandawire, 2001).
- 52 Cette explication du bas niveau de la PTF de l'Afrique a été contestée. Mkandawire (2001), par exemple, note que le coefficient de capital plus élevé des pays africains pourrait être dû à l'infériorité de l'infrastructure (par rapport à celle de l'Asie) et à la forte intensité de ressources naturelles des exportations africaines; d'après une étude largement citée sur la PTF (Young, 1994), pendant cette même période la République de Corée avait une PTF inférieure à celle du Botswana, du Cameroun, du Congo, du Gabon, de la Guinée, du Lesotho et du Zimbabwe, tandis qu'à Singapour elle était inférieure à celle de tous les pays africains de l'échantillon de 66 pays. En revanche, une étude économétrique récente concernant la période 1960–2000 donne à penser qu'entre 1960 et 1964 la PTF était plus élevée en Afrique subsaharienne qu'en Asie de l'Est et dans le Pacifique. Pour toutes les autres périodes, la PTF était beaucoup plus forte en Asie du Sud et de l'Est et dans le Pacifique que dans l'Afrique subsaharienne (Ndulu et O'Connell, 2003; voir aussi le tableau 6).
- 53 Certains pays d'Asie dotés d'un solide appareil de production ont décidé de freiner la hausse des indicateurs de leur dette en dopant le volume des exportations grâce à diverses mesures de promotion des exportations et politiques industrielles. Beaucoup d'autres pays en développement n'ont pas opéré ce genre d'ajustement, soit parce que leur économie n'était pas assez diversifiée, soit par choix (CNUCED, 1998a: 93; voir aussi Balassa, 1981 et 1985; Kuznets, 1988).
- 54 En Afrique subsaharienne, entre 1980 et 1987, le ratio dette-PIB est passé de 38 % à 70 %, tandis que le ratio dette-exportations passait de 150 % à 325 %. Au cours de la même période, le revenu par habitant a baissé de 14 % (CNUCED, 2004).
- 55 Pour sa part, la CNUCED a calculé qu'entre 1960 et 2004 l'Asie avait reçu environ 40 milliards de dollars de plus que l'Afrique sous forme d'aide; et pendant les années 60, près de la moitié des flux mondiaux d'aide dans le monde est allée à l'Asie, contre environ un quart à l'Afrique (CNUCED, 2006b).
- 56 Voir, par exemple, Bangura (1992: 65–66), pour qui le fait que les réformateurs de l'économie de marché aient cherché à rétablir la relation entre le capital étranger et le capital local – la libéralisation ayant eu pour effet de renforcer le premier – a suscité entre autres choses une opposition aux réformes chez une nouvelle alliance entre les cadres de la classe moyenne, les syndicats, etc.
- 57 Ces questions ont été soulevées par Mkandawire dans sa contribution, en tant que membre d'un groupe d'experts, au débat sur l'impact de l'investissement étranger direct en Afrique à la cinquante-deuxième session du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, tenue au Palais des Nations le 10 octobre 2005.

- 58 On trouvera une analyse détaillée de certaines de ces questions dans Mkandawire (2001: 299–302).
- 59 Au contraire, certaines des pratiques «clientélistes» figurent dans les stratégies d'accumulation de ces pays. En tant que variable indépendante, le néopatrimonialisme n'est pas un critère assez fiable pour expliquer la faible croissance de l'économie, pour autant qu'on puisse en juger d'après la forte corruption qui régnait dans les NPI à la suite de la crise financière en Asie. Les États néopatrimoniaux, même en Afrique, ont appliqué une politique développementiste. Le problème est qu'on a idéalisé l'exemple de l'Asie au point de reléguer dans l'ombre les leçons qu'il faut en tirer. En réalité, on n'a pas encore identifié avec exactitude les processus très complexes qui sont à l'origine du succès de ces pays (Mkandawire, 2001).
- 60 Plusieurs économistes ont fait valoir que la rente peut être à la fois bénéfique et néfaste pour l'économie. Lorsque la rente d'une entreprise est tributaire du volume de ses activités, elle devient une fonction de ses résultats et peut aboutir à un accroissement de productivité. La quête de la rente devient donc un aiguillon de la croissance parce que l'on cherche à s'accaparer de la plus grande part possible de cette rente (Baumol, 1990; Rodrik, 2001b; Mkandawire, 2001; Sindzingre, 2004). Il n'est donc pas crédible d'invoquer le cas de l'Asie pour condamner la quête de la rente comme n'étant pas compatible avec un État développementiste (Mkandawire, 2001).
- 61 La théorie de la démocratie libérale qui établit un lien entre le développement économique et la démocratie politique a été contestée par exemple par O'Donnell (1973), qui s'est fondé sur l'évolution de l'Amérique latine dans les années 60 et 70.
- 62 Par exemple, on a fait valoir que lier la démocratie à la restructuration de l'économie permet aux individus et aux organisations de poser de façon plus incisive la question de la gouvernance démocratique des ressources publiques et que c'est là un moyen plus réaliste d'engager des pays sous-développés et en crise sur la voie d'une démocratisation stable et durable (Bangura, 1982: 82).
- 63 En termes de proportion de la population qui vit avec un dollar par jour ou moins, le pourcentage pour l'Afrique subsaharienne est demeuré à peu près le même, environ 42 %, dans cette période, mais la proportion a culminé à quelque 48 % en 1996. Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la proportion a diminué légèrement, tombant de 10,8 % à 8,6 % après un pic de 13 % en 1984 (Chen et Ravallion, 2007).
- 64 Easterly (2001), par exemple, estime pour les pays en développement le taux de croissance médian par habitant à 2,5 % dans la période 1960–1979, contre 0 % durant la période des réformes, soit 1980–1998.
- 65 Ces économistes ont donné beaucoup d'importance aux problèmes commerciaux des pays en développement, censés provenir d'un conflit entre les régimes d'industrialisation axée sur l'import-substitution et la croissance des exportations. D'après eux, une monnaie surévaluée, un contrôle des changes rigide et une politique de production expansionniste favorisent la production destinée au marché intérieur au détriment des exportations, et ont donc des conséquences néfastes sur la croissance. Ils ont amené de nombreux économistes et décideurs de l'époque à changer d'opinion, par une série de monographies détaillées et en utilisant l'analyse statistique du processus d'import-substitution et les interactions entre le commerce et la croissance, et ils se sont servis de la notion systématisée depuis peu des taux de protection effectifs pour comparer les politiques d'industrialisation entre les industries et entre les pays.

- 66 La Conférence internationale sur le financement du développement (2002) a souligné elle aussi la nécessité de mobiliser l'épargne locale, publique et privée, pour étayer la stabilité financière, dans le cadre de régimes et d'administrations équitables et efficaces en matière fiscale. De plus, l'amélioration des dépenses publiques ne devait pas évincer l'investissement privé productif (Nations Unies, 2002: 2–4).
- 67 **L'objectif principal de la Charte est de promouvoir un secteur financier compétitif** qui corresponde à la démographie du pays et contribue à la création d'une société équitable en rendant des services financiers accessibles aux couches de la population qui en étaient auparavant exclues et en orientant les investissements vers les secteurs cibles de l'économie. On trouvera des détails à l'adresse http://www.fscharter.co.za/page.php?p_id=1.
- 68 **L'investissement rural peut créer des emplois, améliorer la productivité des terres, développer l'activité économique non agricole et induire des améliorations techniques.**

Bibliographie

- Addison T, Roe A et Smith M (2006), Fiscal policy for poverty reduction, reconstruction, and growth. WIDER Policy Brief, 5, 2006. Helsinki: Institut mondial de recherche en Économie du développement.
- Ajayi S (1997). An analysis of external debt and capital flight in the severely indebted low income countries in sub-Saharan Africa. FMI, document de travail 97/68. Washington: Fonds monétaire international.
- Akyüz Y, Chang H-J, Kozul-Wright R (1998). New perspectives on East Asian development. *The Journal of Development Studies*, 34 (6), août.
- Amsden A (1989). *Asia's Next Giant: South Korea and Late Industrialization*, New York, Oxford University Press.
- Amsden A (1991). Big business and urban congestion in Taiwan: The origins of small enterprise and regionally decentralized industry. *World Development*, 19 (9).
- Amsden A (2001). *The Rise of "The Rest": Challenges to the West from Late-Industrializing Economies*, Oxford University Press. Oxford.
- Aron J et Muellbauer J (2000). Personal and corporate saving in South Africa. *World Bank Economic Review*, 14 (3): 509–544.
- Arrighi G (2002). The African crisis: world systemic and regional aspects. *New Left Review*, 15: 5-36, mai-juin.
- Aryeetey E (2004). Financing Africa's future growth and development: some innovations. G24 Discussion Paper: <http://www.g24.org/aryeetey.pdf/>.
- Aryeetey E et Udry C (2000). *Saving in Sub-Saharan Africa*. CID Working Paper No. 38. Cambridge: Harvard University.
- Aryeetey E, Baah-Nuakoh A, Duggleby T, Hettige H et Steel W (1994). The supply and demand for finance among SMEs in Ghana. World Bank Discussion Paper 251. Washington: Banque mondiale.
- Avom D et SML Eyeffa (2006). Quinze ans de restructuration bancaire dans la CEMAC: qu'avons-nous appris? Manuscrit inédit.
- Balassa B (1971). *The Structure of Protection in Developing countries*, Johns Hopkins University Press, Baltimore.
- Balassa B (1981). The Newly Industrializing Developing Countries after the Oil Crisis. *Weltwirtschaftliches*, Archive, 117 (1): 142–194.
- Balassa B (1985). Exports, Policy Choices and Economic Growth in Developing Countries after the First Oil Shock. *Journal of Development Economics*, 18: 23-35.
- Bangura Y (1992). Authoritarian rule and democracy in Africa: A theoretical discourse in Gibbon Y, Bangura Y et Ofstad A (eds.) (1992). *Authoritarianism, Democracy and Adjustment: The Politics of Economic reform in Africa*. Seminar Proceedings No. 26, The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala.
- Banque africaine de développement (BAfD) (2006). *Statistiques choisies sur les pays africains, Volume XXV*. Tunis: Banque africaine de développement.
- Banque mondiale (1981). *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa: An Agenda for Action*, Washington: Banque mondiale.
- Banque mondiale (1993). *The East Asian Miracle: Economic Growth, and Public Policy*. Washington: Banque mondiale, septembre.

- Banque mondiale (2004). *World Development Report, 2004: Making Services Work for Poor People*, Washington: Banque mondiale, septembre.
- Banque mondiale (2005a). *African Development Indicators 2005*, CD-ROM.
- Banque mondiale (2005b). *Economic Growth in the 1990s – Learning from a Decade of Reform*. Washington: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2006). *African Development Indicators 2006*. Washington: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2007a). *World Development Indicators*. Washington: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2007b). Lesotho: an assessment of the investment climate. *World Bank RPED Investment Climate Assessment*, Washington: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2007c). *Doing Business 2007* (base de données sur l'environnement des affaires).
- Basu A, Blavy R et Yulek M (2004). Microfinance in Africa: experience and lessons from selected African countries. FMI, document de travail WP/04/174. Washington: Fonds monétaire international.
- Bates RH (1981). *States and Markets in Africa*. University of California Press, Berkeley.
- Baumol WJ (1990). Entrepreneurship: productive, unproductive and destructive. *Journal of Political Economy*, 98 (5): 893–921.
- Besley T (1994). How Do Market Failures Justify Interventions in Rural Credit Markets? *The World Bank Research Observer*, 9 (1): 27–47.
- Besley T et Burgess R (2004). Can labor regulation hinder economic performance? evidence from India. *Quarterly Journal of Economics*, 119 (1): 91–134.
- Bigsten A et Shimeles A (2003). Prospects for “pro-poor” growth in Africa. Document présenté à l'atelier sur les stratégies de croissance en Afrique de l'Est, Bureau sous-régional pour l'Afrique australe de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, décembre.
- Bigsten A et Söderbom M (2005). What have we learned from a decade of manufacturing enterprise surveys in Africa? World Bank Policy Research Working Paper 3798, Washington: Banque mondiale.
- Bigsten A, Collier P, Dercon S, Fafchamps M, Gauthier B, Gunning J, Oduro A, Oostendorp R, Pattillo C, Soderbom M, Teal F et Zeufack A (2003): Credit Constraints in Manufacturing Enterprises in Africa. *Journal of African Economies*, 12 (1): 104–125.
- Bigsten A, Collier P, Dercon S, Gauthier B, Gunning J, Isaksson A, Oduro A, Oostendorp R, Pattillo C, Söderbom M, Sylvain M, Teal F et Zeufack A (1999). Investment in Africa's manufacturing sector: a four country panel data analysis. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 61 (4): 489–512.
- Blattman C, Cotton L, Desai V, Eldabawi I, Habyarimana J, Marchat J-M, Ramachandran V, Kedia Shah M, Ajayi J, Kimuyu P, Ngugi R, Bigsten A et Söderbom M (2004). Enhancing the competitiveness of Kenya's manufacturing sector: the role of the investment climate. *World Bank RPED Investment Climate Assessment*, Washington: Banque mondiale.
- Boyce JK et Ndikumana L (2001). Is Africa a net creditor? New estimates of capital flight from highly indebted sub-Saharan African countries, 1970–1996. *Journal of Development Studies*, 38 (2): 27–56.
- Brimmer AF (1971). Central banking and economic development: the record of innovation. *Journal of Money, Credit and Banking*, 3 (4): 780–792, novembre.

- Broad R et Cavanagh J (2006). The hijacking of the development debate: How Friedman and Sachs got it wrong. *World Policy Journal*, été.
- Brownbridge M et Gayi S (1999). Progress, constraints and limitations of financial sector reforms in the least developed countries. Finance and Development Research Programme Paper No.7. Manchester: Institute for Development Policy and Management.
- Capasso S (2006). Stock market development and economic growth. WIDER Research Paper 2006/102. Helsinki: Institut mondial de recherche en Économie du développement.
- Castells M (1992). Four Asian Tigers with a dragon head: a comparative analysis of the state, economy and society in the Asian Pacific Rim, in Henderson R et Applebaum J (eds.), *State and Development in the Asian Pacific Rim*: 33–70, Londres: Sage.
- CEA (1989). *African Alternative Framework to Structural Adjustment Programmes for Socio-economic Recovery and Transformation*, Addis-Abeba: CEA.
- CEA (2005a). *Les Objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique: Progrès accomplis et défis à relever*. Addis-Abeba: CEA.
- CEA (2005b). *Déclaration ministérielle de la Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, trente-huitième session de la Commission, Abuja, 14-15 mai*. http://www.uneca.org/conferenceofministers/2005/ministerial_statement.htm.
- CEA (2005c). *Rapport économique sur l'Afrique 2005: Relever le défi du chômage et de la pauvreté en Afrique*. Addis-Abeba: CEA.
- CEA (2006). *Rapport économique sur l'Afrique 2006: Flux de capitaux et financement du développement en Afrique*. Addis-Abeba: CEA.
- CEA (2007). *Rapport économique sur l'Afrique 2007: Accélérer le développement de l'Afrique par la diversification*. Addis-Abeba: CEA.
- Chabal P et Daloz J-P (1999). *Africa Works: Disorder as Political Instrument*, Londres: James Currey.
- Chang H-J (2002). *Kicking Away the Ladder - Development Strategy in Historical Perspective*. Londres: Anthem Press.
- Chazan N (1988). Patterns of state-society incorporation and disengagement, in Chazan N et Rothschild D (eds.), *The Precarious Balance: State and Society in Africa*, Boulder Co.: Westview Press.
- Chen S et Ravallion M (2007). *Absolute poverty measures for the developing world, 1981–2004*. Banque mondiale, Working Paper 4211, Groupe de recherche en Économie du développement, Washington: Banque mondiale.
- CNUCED (1996a). *Rapport sur le commerce et le développement, 1996*. Publication des Nations Unies, numéro de vente F.96.II.D.6, New York et Genève.
- CNUCED (1996b). *Rapport sur l'investissement dans le monde – Investment, Trade, and International Policy Arrangements*. Publication des Nations Unies, numéro de vente E.96.II.A.14, New York et Genève.
- CNUCED (1997). *Rapport sur le commerce et le développement, 1997*. Publication des Nations Unies, numéro de vente F.97.II.D.8, New York et Genève.
- CNUCED (1998a). *Rapport sur le commerce et le développement, 1998*. Publication des Nations Unies, numéro de vente F.98.II.D.6, New York et Genève.
- CNUCED (1998b). *Les pays les moins avancés, Rapport 1998*, Publication des Nations Unies, numéro de vente F.98.II.D.11, New York et Genève.

- CNUCED (1999). *Contribution de la CNUCED à l'application du nouveau programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90: infrastructure de transport, commerce et compétitivité de l'Afrique*. Rapport du secrétariat de la CNUCED au Conseil du commerce et du développement, Genève, octobre.
- CNUCED (2000a). *Les flux de capitaux et la croissance en Afrique*. UNCTAD/GDS/MDPB/7. New York et Genève: Nations Unies.
- CNUCED (2000b). *Rapport sur le commerce et le développement, 2000*. Publication des Nations Unies, numéro de vente F.00.II.D.19, New York et Genève.
- CNUCED (2001). *Le développement économique en Afrique: Bilan, perspectives et choix des politiques économiques*. New York et Genève: Nations Unies.
- CNUCED (2002). *Le développement économique en Afrique: De l'ajustement à la réduction de la pauvreté: Qu'y a-t-il de nouveau?* Publication des Nations Unies, numéro de vente F.02.II.D.18. New York et Genève.
- CNUCED (2003). *Le développement économique en Afrique: Résultats commerciaux et dépendance à l'égard des produits de base*. Publication des Nations Unies, numéro de vente F.03.II.D.34. New York et Genève.
- CNUCED (2005). *Le développement économique en Afrique: Repenser le rôle de l'investissement étranger direct*. Publication des Nations Unies, numéro de vente F.05.II.D.12. New York et Genève.
- CNUCED (2006a). *Le développement économique en Afrique: Doublement de l'aide: Assurer la «grande poussée»*. Publication des Nations Unies, numéro de vente F.06.II.D.10. New York et Genève.
- CNUCED (2006b) *Rapport 2006 sur l'investissement dans le monde – FDI from Developing and Transition Economies: Implications for Development*. Publication des Nations Unies, numéro de vente E.06.II.D.11. New York et Genève.
- Collier P et O'Connell SA (2007). **Opportunities and Choices**, in *The Political Economy of Economic Growth in Africa, 1960–2000*. Edited by Ndulu B, O'Connell SA, Bates RH, Collier P and Soludo C, Volume1, Chap. 2, Cambridge University Press, à paraître.
- Collier P, Hoeffler A et Pattillo C (2001). **Flight capital as a portfolio choice**. *World Bank Economic Review*, 15 (1): 55–80.
- Collier P, Hoeffler A et Pattillo C (2004). **Africa's exodus: capital flight and the brain drain as portfolio decisions**. *Journal of African Economies*, 13 (Suppl. 1: ii15–ii54), AERC.
- Collins SM et Bosworth B (2003). *The Empirics of Growth: An Update*. Washington, Brookings Institution, manuscrit.
- Commission for Africa (CFA) (2005). *Our Common Interest: Report for the Commission for Africa*. Londres: Department for International Development, Commission for Africa.
- Culpeper R (2006). **Creating fiscal space through improved domestic resource mobilization in low-income countries**. Policy Space in Developing Countries, Table ronde FONDAD/DAES-ONU, New York, 7–8 décembre.
- Das BL (2005). *The Current Negotiations in the WTO: Options, Opportunities and Risks for Developing Countries*, Londres et New York: Zed Books.
- Daumont R, LeGall F et Leroux F (2004). **Banking in sub-Saharan Africa: what went wrong?** FMI, document de travail WP/04/55, Washington: Fonds monétaire international.
- Deaton A (1990). **Saving in Developing Countries: Theory and Review**. *Actes de la Conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie du développement 1989*, Washington: Banque mondiale.

- Dercon S (2002). Income Risk, Coping Strategies and Safety Nets. WIDER Research Paper 2002/22, Helsinki: Institut mondial de recherche en Économie du développement.
- Dijohn J (2006). The political economy of taxation and tax reform in developing countries. WIDER Research Paper 2006/74. Helsinki: Institut mondial de recherche en Économie du développement.
- Djankov S, La Porta R, Lopez de Silanes F et Shleifer A (2002). The regulation of entry. *Quarterly Journal of Economics*, février.
- Easterly W (2001). The lost decades: developing countries' stagnation in spite of policy reform 1980–1998. *Journal of Economic Growth*, 6 (2): 135–157.
- Eichengreen B et Hausman R (1999). Exchange rate and financial fragility. NBER Working Paper 10036.
- Eldabawi I et Mwega F (2000). Can Africa's saving collapse be reversed? *The World Bank Economic Review*, 14 (3): 415–443.
- Epstein G (2005). Central banks as agents of development. PERI Working paper series No. 104, Political Economy Research Institute, University of Massachusetts.
- Evans P (1995). *Embedded Autonomy: States and Industrial Transformation*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Fafchamps M (1996). The enforcement of commercial contracts in Ghana. *World Development*, 24: 427–448.
- Fafchamps M, Gunning J, et Oostendorp R (2000). Inventories and risk in African manufacturing. *The Economic Journal*, 110 (466): 861–893.
- Fei J et Ranis G (1975). A model of growth and employment in the open dualistic economy: the cases of Korea and Taiwan, in F. Stewart (ed.) *Employment, Income Distribution and Development*, Londres: Frank Cass.
- Fjeldstad O-H (2005). Corruption in tax administration: lessons from institutional reforms in Uganda. CMI Working Papers, Bergen (Norvège).
- Fjeldstad O-H (2006). To pay or not to pay? Citizen's views on taxation by local authorities in Tanzania. Research on Poverty Alleviation Special Paper 06.18. Dar Es Salaam: Research on Poverty Alleviation (REPOA).
- Fjeldstad O-H et Rakner L (2003). Taxation and tax reform in developing countries: illustrations from Africa. *Chr. Michelsen Institute Report R2003:6*. Bergen: Chr. Michelsen Institute.
- Fjeldstad O-H et Semboja J (2001). Why people pay taxes: the case of the development levy in Tanzania. *World Development*, 29 (12): 2059–2074.
- FMI (2007). *International Financial Statistics and Balance of Payments Statistics*, CD-ROM, mars.
- Forum économique mondial (2006). *Building on the Monterrey Consensus: The Untapped Potential of Development Finance Institutions to Catalyse Private Investment*, Forum économique mondial, Financing for Development Initiative.
- Frimpong-Ansah JH (1992). *The Vampire State in Africa: The Political Economy of Decline*, Trenton, NJ: Africa World Press.
- Funke N et Nsouli SM (2003). The New Partnership for Africa's Development (NEPAD): opportunities and challenges. FMI, Document de travail WP/03/69, Washington: Fonds monétaire international.

- Garson J (2006). Repenser le rôle des banques nationales de développement, Bureau du développement du financement (DAES-ONU). Consultation régionale organisée par l'Agence française de développement, 27 et 28 juin, Paris (France).
- Gauthier B et Gersovitz M (1997). Revenue erosion through exemption and evasion in Cameroon, 1993. *Journal of Public Economics*, 64: 407–424.
- Gauthier B et Reinikka R (2006). Shifting tax burdens through exemption and evasion: an empirical investigation of Uganda. *Journal of African Economies*, 15 (3): 373–398.
- Gemech F et Struthers J (2003). The McKinnon-Shaw hypothesis: thirty years on: a review of recent developments in financial liberalization theory. Rapport présenté à la Conférence annuelle sur la mondialisation et le développement de la "Development Studies Association," Glasgow (Écosse), septembre.
- Griffith-Jones S (en collaboration avec Cailloux J et Pfäffezeller S) (1998). The East Asian financial crisis: a reflection on its cause, consequences and policy implications. Institute of Development Studies, Discussion paper 367.
- Gupta S, Pattillo C et Wagh S (2007). Impact of remittances on poverty and financial development in sub-Saharan Africa. FMI, Document de travail WP/07/38. Washington: Fonds monétaire international.
- Honohan P et Beck T (2007). *Making Finance Work for Africa*. Washington: Banque mondiale.
- Hussein K et Thirlwall A (1999). Explaining differences in the domestic savings ratio across countries: a panel data study. *The Journal of Development Studies*, 36 (1): 31–52.
- Ikhide S (1996). Commercial bank offices and the mobilisation of private savings in selected sub-Saharan African countries. *The Journal of Development Studies*, 33 (1): 117–132.
- Ivatury G et Pickens M (2006). Mobile phone banking and low-income customers: evidence from South Africa. Paper prepared for the Consultative Group to Assist the Poor. Washington: CGAP.
- Johnson S, Ostry J et Subramanian A (2007). The prospect for sustained growth in Africa: benchmarking the constraints. NBER Working Paper 13120. Cambridge MA: National Bureau of Economic Research.
- Jomo KS (2005). Malaysia's September 1998 controls: background, context, impacts, comparisons, implications, lessons. G-24 Discussion Paper series, No. 36, mars.
- Khor M. (2005). *The Malaysian experience in financial-economic crisis management: An alternative to the IMF-style approach*, TWN Global Economy series, No. 6.
- Krugman P (1995). Dutch tulips and emerging markets. *Foreign Affairs*, 74 (4): 23–44.
- Kuznets PW (1988). An East Asian model of economic development: Japan, Taiwan and South Korea. *Economic Development and Cultural Change*, 36 (3): S11–S43.
- Lafourcade A-L, Isern J, Mwangi P et Brown M (2005). *Overview of the outreach and financial performance of microfinance institutions in Africa*. Washington: Microfinance Information Exchange. http://www.mixmarket.org/medialibrary/mixmarket/Africa_Data_Study.pdf.
- Lensink R, Hermes N et Murinde V (2000). Capital flight and political risk. *Journal of International Money and Finance*, 19 (1): 73–92.
- Levine E (2005). The crowding-in effect of public investment on private investment. Draft Background Paper on the Macroeconomics of Poverty Reduction, PNUD.

- Little I, Scitovsky T et Scott M (1970). *Industry and Trade in some Developing Countries*, Londres et New York: Oxford University Press pour l'OCDE.
- Loayza N, Schmidt-Hebbel K et Servén L (2000). **Saving in developing countries: an overview.** *The World Bank Economic Review*, 14 (3): 393–414.
- Mbabazi P et Taylor I (2005). Botswana and Uganda as developmental States, in Mbabazi P et Taylor I (eds.) *The Potentiality of 'Developmental States' in Africa: Botswana and Uganda Compared*: 1–15. Dakar: CODESRIA.
- McKinley T (2005). Economic Alternatives for Sub-Saharan Africa: «Poverty Traps», MDG-based Strategies and Accelerated Capital Accumulation. **Projet de rapport pour la réunion du G-24**, 15 et 16 septembre.
- McKinnon RI (1973). *Money and Capital in Economic Development*, Washington: The Brookings Institute.
- McLiesh C et Ramalho R (2006). *Paying Taxes: The Global Picture*. Doing Business Project, Pricewaterhouse Coopers et Banque mondiale, texte téléchargé du World Wide Web.
- Meagher P et Wilkinson B (2002). Filling the gap in South Africa's Small and Micro Credit Market: An Analysis of Major Policy, Legal and Regulatory Issues. Paper No. 02/11 (août), Centre for Institutional Reform and the Informal Sector (IRIS), University of Maryland.
- Mishkin FS (2001). Financial policies and the prevention of financial crises in emerging market countries. NBER Working Paper n° 8087, janvier.
- Mkandawire T (2001). Thinking about developmental state in Africa. *Cambridge Journal of Economics*, 25 (3): 289–313, mai.
- Myint H (1982). Comparative analysis of Taiwan's economic development with other countries, in *Experiences and Lessons of Economic Development in Taiwan*, Taipei: Institute of Economics, Academia Sinica.
- Myrdal G (1968). *Asian Drama: An Inquiry into the Recovery of Nations*, New York: Pantheon.
- Nasir J, de Barros G, Wagle D, Kedia Shah M, Leechor C, Srivastava P, Harding A et Ramachandran V (2003). Mozambique industrial performance and investment climate 2003. *World Bank RPED Investment Climate Assessment*, Washington. Banque mondiale.
- Nations Unies (2002). *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement*, Monterrey (Mexique), 18-22 mars, New York, Rapport de l'ONU, A/CONF.198/11.
- Ndulu B et O'Connell S (2003). **Revised Collins/Bosworth growth accounting decompositions.** AERC Explaining African Economic Growth Project Paper. Consortium pour la recherche économique en Afrique, mars.
- NEPAD (2001). Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), Secrétariat du NEPAD, octobre.
- Nissanke M (2001). Financing enterprise development in sub-Saharan Africa. *Cambridge Journal of Economics*, 25 (3): 343–367.
- Nissanke M and Aryeetey E (1998). Financial Integration and Development in Sub-Saharan Africa, Liberalisation and Reform in sub-Saharan Africa, Londres et New York: Routledge.

- Nissanke M et Aryeetey E (2006). Institutional analysis of financial market fragmentation in sub-Saharan Africa. WIDER Research Paper No. 2006/87. Helsinki: Institut mondial de recherche en Économie du développement.
- Nkurunziza J (2004). *The Effect of Credit on Firm Growth and Survival in Kenyan Manufacturing*, thèse de doctorat soutenue auprès du Département d'économie, Université d'Oxford, St. Antony's College, Trinity Term.
- Nkurunziza J (2005a). Credit can precipitate firm failure: evidence from Kenyan manufacturing in the 1990s. Centre for the Study of African Economies Working Paper, WPS/2005-05, Université d'Oxford.
- Nkurunziza J (2005b). *Reputation and credit without collateral in Africa's formal banking*. Centre for the Study of African Economies Working Paper, WPS/2005-02, Université d'Oxford.
- Nyamnjoh F et Malizani-Jimu I (2005). Success or failure of developmental States in Africa: Exploring Africa's experimentation at developmentalism, in Mbabazi P et Taylor I (eds.) *The Potentiality of 'Developmental States' in Africa: Botswana and Uganda Compared: 16–32*. Dakar: CODESRIA.
- Nzobonimpa O, Nkurunziza J et Ndikumana L (2006). Promoting a development-oriented financial system in Burundi. **Rapport rédigé pour le Consortium pour la recherche économique en Afrique**, juin.
- O'Donnell GA (1973). *Modernisation and Bureaucratic Authoritarianism: Studies in South American Politics*, Institute of International Studies, Berkeley: University of California Press.
- OCDE (2007). OLISNET, base de données statistiques en ligne, mai.
- Organisation internationale du Travail (OIT) (2007). Tendances de l'emploi en Afrique. Genève: Bureau international du Travail, avril.
- OXFAM (2007). The world is still waiting: broken G8 promises are costing millions of lives. *OXFAM Briefing Paper 103*, Oxford: OXFAM.
- Piancastelli M (2001). Measuring the tax effort of developed and developing countries. *Cross country panel data analysis – 1985/95. Texto Para Discussão No. 818*. Rio de Janeiro: Ministério Do Planejamento, Orçamento e Gestão.
- Pieper U (2000). Deindustrialization and the social and economic sustainability nexus in developing countries: Cross-country evidence in productivity and employment. *Journal of Development Studies* 36 (4): 66–99.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2005). *The potential role of remittances in achieving the Millennium Development Goals – an exploration*. Roundtable on Remittances and the MDGs, Background Note, 10 octobre.
- Rodrik D (1997). Where did all the growth go? External shocks, social conflict and growth collapses. <http://ksghome.harvard.edu/~drodrik/confcontext.pdf> (consulté le 12 avril 2007).
- Rodrik D (2001a). *The Global Governance of Trade as if Development Really Mattered*. Document d'information commandé par le PNUD dans le cadre du projet de développement humain durable, octobre.
- Rodrik D (2006). Goodbye Washington Consensus, Hello Washington Confusion? A review of the World Bank's "Economic Growth in the 1990s: Learning from a Decade of Reform". *Journal of Economic Literature*, 44 (4): 973–987.

- Rodrik D. (2001b). *Institutions, integration and geography: in search of the deep determinants of economic growth*, introduction. Conference on the Analytical Country Studies on Growth, Cambridge, MA: Harvard University, Centre for International Development, août.
- Rothchild D (1994). Structuring state–society relations in Africa, in Widner, J (ed.), *Economic Change and Political Liberalization in Sub-Saharan Africa*, Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Salisu M (2005). Rôle de la fuite de capitaux et des transferts des migrants dans la viabilité du compte courant. Document présenté à l'Atelier sur les flux de capitaux et la viabilité du compte courant dans les économies africaines, organisé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à Accra (Ghana), 21 et 22 septembre.
- Sander C et Maimbo S (2003). Transferts des migrants en Afrique: Réduire les obstacles aux contributions au développement. *Africa Region Working Paper No. 64*. Washington: Banque mondiale.
- Schmidt-Hebbel K, Serven L et Solimano A (1994). Saving, investment, and growth in developing countries, an overview. World Bank Policy Research Working Paper 1382. Washington: Banque mondiale.
- Senbet L et Otchere I (2005). Financial sector reforms in Africa: perspectives on issues and policies. Document rédigé pour la conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie du développement, Dakar (Sénégal), janvier.
- Shaw E (1973). *Financial Deepening in Economic Development*, New York: Oxford University Press.
- Sindzingre AN (2004). Bringing the developmental state back in: contrasting development trajectories in sub-Saharan Africa and East Asia. Document présenté à la seizième réunion annuelle de la "Society for the Advancement of Socio-Economics (SASE)," Washington: Université George Washington.
- Solimano A (2003). Remittances by emigrants: issues and evidence. WIDER Research Paper No. 2003/89. Helsinki: Institut mondial de recherche en Économie du développement.
- Stallings B (2004). The Need for a More Flexible Approach to Development, in (eds.) *Diversity in Development – Reconsidering the Washington Consensus*, La Haye: FONDAD, décembre, www.fondad.org.
- Steel W, Aryeetey E, Hettige H et Nissanke M (1997). Informal financial markets under financial liberalization in four African countries. *World Development*, 25 (5): 817–830.
- Stein H (1994). Theories of Institutions and Economic Reform in Africa. *World Development*, (22) 12: 1833–1849.
- Stiglitz (2000). Liberalization, Moral Hazard in Banking and Prudential Regulation: Are Capital Requirements Enough? *American Economic Review*, 90 (1): 147–165, mars.
- Stotsky J et WoldeMariam A (1997). Tax effort in sub-Saharan Africa. FMI, Document de travail WP/97/107. Washington: Fonds monétaire international.
- Stulz R (1999). Globalization of capital markets and the cost of capital. *Journal of Applied Corporate Finance*, 12 (3): 8–25.
- Suehiro A (2001). Family business gone wrong? Ownership patterns and corporate performance in Thailand. Banque asiatique de développement, Working Paper 19. Tokyo.

- Tanzi V et Zee H (2000). Tax policy for emerging markets: developing countries. FMI, Document de travail WP/00/35. Washington: Fonds monétaire international.
- Taylor L (2007). Review "Making Globalization Work", by Joseph E. Stiglitz. *Challenge*, 50 (1): 115–123.
- The Economist (2007). The non-aligned movement. 4 avril.
- Thirlwall A (2003). *Growth and Development: With Special Reference to Developing Economies*. 7th Edition. Basingstoke: Palgrave MacMillan.
- Thirlwall A (2004). The structure of production, the balance of payments and growth in developing countries. Document présenté à un atelier de la CNCUED, Genève, 22 novembre.
- UNESCO (2004). Bulletin de l'ISU sur les statistiques de la science et de la technologie, numéro 1, avril 2004.
- Wade RH (2003). *Governing the Market: Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialisation*, Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Wade RH (2004). Is globalization reducing poverty and inequality? *World Development*, 32 (4): 567–589.
- Wade RH (2005). Failing states and cumulative causation in the world system. *International Political Science Review*, 26 (1): 17-36.
- Warner JB (1977). Bankruptcy costs: some evidence. *Journal of Finance*, 32 (2): 337–347.
- Wright G (1999). A critical review of savings services in Africa and elsewhere. Mimeo prepared for Microsave, Nairobi.
- Xaba J, Horn P et Motala S (2002). The informal sector in sub-Saharan Africa. Working Paper on the Informal Economy, Employment Sector 2002/10. Genève: BIT.
- Young A (1994). Lessons from East Asia NICs: A contrarian view, *European Economic Review*, 38 (3-4): 964–973.

Série: Le développement économique en Afrique

- 2000** *Les flux de capitaux et la croissance en Afrique* – TD/B/47/4 – UNCTAD/GDS/MDPB/7
Auteurs: Yilmaz Akyüz, Kamran Kousari (chef d'équipe), Korkut Boratav (consultant).
- 2001** *Bilan, perspectives et choix des politiques économiques* – UNCTAD/GDS/AFRICA/1
Auteurs: Yilmaz Akyüz, Kamran Kousari (chef d'équipe), Korkut Boratav (consultant).
- 2002** *De l'ajustement à la réduction de la pauvreté: Qu'y a-t-il de nouveau?*
UNCTAD/GDS/AFRICA/2
Auteurs: Yilmaz Akyüz, Kamran Kousari (chef d'équipe), Korkut Boratav (consultant).
- 2003** *Résultats commerciaux et dépendance à l'égard des produits de base*
– UNCTAD/GDS/AFRICA/2003/1
Auteurs: Yilmaz Akyüz, Kamran Kousari (chef d'équipe), Samuel Gayi.
- 2004** *Endettement viable, oasis ou mirage?* – UNCTAD/GDS/AFRICA/2004/1
Auteurs: Kamran Kousari (chef d'équipe), Samuel Gayi, Bernhard Gunter (consultant), Phillip Cobbina (recherche).
- 2005** *Repenser le rôle de l'investissement étranger direct* – UNCTAD/GDS/AFRICA/2005/1
Auteurs: Kamran Kousari (chef d'équipe), Samuel Gayi, Richard Kozul-Wright, Phillip Cobbina (recherche).
- 2006** *Doublement de l'aide: assurer la «grande poussée»* – UNCTAD/GDS/AFRICA/2006/1
Auteurs: Kamran Kousari (chef d'équipe), Samuel Gayi, Richard Kozul-Wright, Jane Harrigan (consultant), Victoria Chisala (recherche).

Des exemplaires des rapports de la série *Le développement économique en Afrique* peuvent être obtenus auprès du Bureau du Coordonnateur spécial pour l'Afrique, Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux, CNUCED, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse (télécopieur: 022 917 0274; courriel: africadev@unctad.org). Les rapports sont également disponibles sur le site <http://www.unctad.org>.

Printed at United Nations, Geneva
GE.07-51204–August 2007–2,415

UNCTAD/ALDC/AFRICA/2007

United Nations publication
Sales No. F.07.II.D.12
ISBN-13: 978-92-1-212343-1
ISSN 1990-5092

